

FONDS DE DOTATION PLANETE SOCIAL

Fonds de dotation régi par la loi du 4 août 2008

Déclaré le 29 octobre 2010 à la préfecture des Hauts-de-Seine
N° parution au JO 20100050



Siège Social

34, avenue Charles de Gaulle
92 220 Neuilly-sur-Seine



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2012



Société d'Expertise Comptable
et de Commissaires aux Comptes

138, bd Haussmann - 75008 PARIS

Tél. 01.42.99.66.44 - Fax 01.42.89.31.63

Société Anonyme au Capital de 1.400.000 Euros - 652 059 213 R.C.S. PARIS - SIRET 652 059 213 00023 - NAF 6920Z

Aux Membres
du **Fonds de dotation PLANETE SOCIAL**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- le contrôle des comptes annuels du **Fonds de dotation PLANETE SOCIAL** tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification des appréciations,
- les vérifications spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

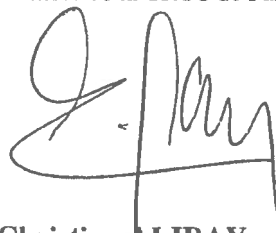
III- VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 7 juin 2013

Pour SOFIDEEC Baker Tilly
Commissaire aux comptes
Membre de la CRCC de Paris



Christian ALIBAY
Directeur Général Délégué
Commissaire aux comptes
Membre de la CRCC de VERSAILLES

BILAN ACTIF

	31/12/2012		31/12/2011	
	Brut	Amort & Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits similaires	4 042	1 709	2 333	3 681
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total (I)	4 042	1 709	2 333	3 681
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Ouvrages Planète Social	17 114		17 114	
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances d'exploitation (3)				
Créances usagers et comptes rattachés				
Autres créances				
Débiteurs divers	6 025		6 025	
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie	1 962 323		1 962 323	1 995 000
Disponibilités	1 513		1 513	204
Charges constatées d'avance (3)				
Total (II)	1 986 975		1 986 975	1 995 204
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	1 991 018	1 709	1 989 308	1 998 885

(1) dont droit de bail			
(2) dont à moins d'un an			
(3) dont à plus d'un an			
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser :			
- acceptés par les organes statutairement compétents			
- autorisé par l'organisme de tutelle			
Dons en natures restant à vendre			

BILAN PASSIF

	31/12/2012	31/12/2011
	Net	Net
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds Propres		
Dotation consommable	2 000 000	2 000 000
Ecarts de réévaluation		
Reserves statutaires ou contractuelles		
Reserves réglementées		
Report à nouveau	-4 199	
Autres réserves		
RESULTAT de l'exercice (Excedent ou Perte)	-9 517	-4 199
Autres fonds associatifs		
Subventions d'investissement sur des biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	1 986 284	1 995 801
Compte de liaison (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total provision pour risque et charges (III)		
FONDS DEDIES		
sur subventions fonctionnement		
sur autres ressources		
TOTAL Fonds Dédiés (IV)		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires		
Emprunts, dettes auprès établissements crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commande		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 024	3 084
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
Total dettes (V)	3 024	3 084
Ecart de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I à VI)	1 989 308	1 998 885
(1) Dont à moins d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		
(1) Dont à plus d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) dont emprunts participatifs		
ENGAGEMENTS DONNES		

COMPTES DE RESULTAT

	31/12/2012	31/12/2011
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services		
Montant net des produits d'exploitation		
Production stockée		
Production Immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprise sur amort. et provisions, transferts de charges		
Autres Produits (y compris droits d'auteurs)	6 025	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	6 025	
CHARGES D'EXPLOITATION		
Frais de fabrication ouvrages	28 309	
Variation de stocks (ouvrages)	-17 114	
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)		
Autres achats, charges externes (2)	3 292	3 838
Impôts taxes, versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Autres charges de personnel		
Dotation aux amortissements sur Immobilisations	1 347	362
Dotation aux dépréciations sur immobilisations		
Dotation aux dépréciations sur actif circulant		
Dotation aux provisions pour risques et charges		
Autres charges		
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	15 835	4 199
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-9 810	-4 199
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Excédent supporté ou déficit transféré (III)		
Déficit attribué ou excédent transféré (IV)		
PRODUITS FINANCIERS		
De participations (4)		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif Immobilisé (4)		
Autres intérêts, prod.assimilés (4)	293	
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	293	
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilés (5)		
Différences négatives de change		
charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
2 - RESULTAT FINANCIER (V-VI)	293	
3 - RESULTAT AVANT IMPOT (I - II + III -IV + V - VI)	-9 517	-4 199

COMPTES DE RESULTAT

	31/12/2012	31/12/2011
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprise sur provisions et transfert de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		
Impôt sur les bénéfices (IX)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	6 319	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX)	15 835	4 199
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE	-9 517	-4 199
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	-9 517	-4 199
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) dont redevances de crédit bail mobilier dont redevances de crédit bail immobilier		
(3) dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(4) dont produits concernant des entreprises liées		
(5) dont charges concernant des entreprises liées		

Fonds de dotation PLANETE SOCIAL

Annexe aux comptes annuels

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2012 dont le total est de 1.989.308,22 euros et au compte de résultat de l'exercice dégagant un déficit de 9.516,68 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2012 au 31/12/2012.
Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Préambule

PLANETE SOCIAL est un fond de dotation dont l'activité principale consiste en la promotion des bonnes pratiques sociales pour favoriser le développement économique, social et de l'emploi des entreprises industrielles de toutes tailles au niveau national et international.

Faits marquants de l'exercice

L'exercice est caractérisé par la publication des trois premiers ouvrages du fonds de dotation :

- Les instances internationales de représentation du personnel,
- Contribution à l'étude des dispositifs de la participation financière,
- Le traitement juridique de la discrimination dans l'entreprise,

La diffusion de ces derniers a été confiée à la société LexisNexis.

Cet exercice est aussi marqué par la démission du Président du fonds de dotation, Monsieur Guy Piras.

Changements de méthodes comptables et de présentation

Aucun changement de méthodes comptable et de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucuns événements postérieurs à la clôture.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels du Fonds de dotation PLANETE SOCIAL ont été arrêtés en conformité avec les principes comptables français applicables aux fonds de dotation, définis par le règlement 2009-01 du 3 décembre 2009 du Comité de la Réglementation comptable et l'avis 2009-01 du 5 février 2009 du Comité National de la Comptabilité.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés en fonction de la nature et de la valeur d'acquisition des immobilisations

Au 31 décembre 2012, le poste immobilisation est constitué par le site internet à hauteur de 4 042 € et par ses amortissements pour 1 709 €.

Les durées d'amortissement retenues sont :

- Site internet : 3 ans

STOCKS

Les stocks sont évalués à leur prix d'acquisition, prix d'achat et frais accessoires inclus. La valeur d'inventaire des stocks est déterminée selon la méthode « CUMP ».

Une dépréciation des stocks est comptabilisée pour la différence entre le prix de revient et la valeur de réalisation lorsque cette dernière est inférieure ou encore lorsque le produit a un taux de rotation très faible.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence. La méthode du C.U.M.P. (Coût unitaire moyen pondéré) est retenue pour leur évaluation lors des cessions.

Au 31 décembre 2012, le fonds de dotation dispose de placements de trésorerie dont le détail est présenté ci-dessous :

Nature des placements	Valeur Comptable brute	Valeur Comptable nette	Valeur Liquidative
• SICAV Monétaires	1 962 323	1 962 323	1 980 176
Total	1 962 323	1 962 323	1 980 176

Rubriques	Valeur Comptable nette	Valeur Liquidative
Montant à l'ouverture de l'exercice	1 995 000	1 995 000
Acquisition de l'exercice		
Cession de l'exercice en prix de vente	32 971	32 971
Reprise et dépréciation sur titres cédés		
Plus-value sur cessions de titres :		
- Détenus au début de l'exercice	293	293
- Acquis dans l'exercice		
Variation de la dépréciation du portefeuille		
Autres variations de plus-values latentes		
- Sur titres acquis dans l'exercice		
- Sur titres acquis antérieurement		17 853
Autres mouvements comptables		
Montant à la clôture de l'exercice	1 962 323	1 980 176

La valeur d'inventaire des titres est évaluée à la date du 31 décembre 2012.

DOTATIONS ET DONNS

Le fonds de dotation PLANETE SOCIAL s'est vu allouer à sa création, **une dotation consommable** de 2.000.000 euros.

Au cours de l'exercice, aucun prélèvement n'a été opéré sur la dotation en 2012.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des dotations initiales et complémentaires sur l'exercice clos au 31 décembre 2012 :

Dotation	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Utilisations	Solde à la fin de l'exercice
Total	2 000 000	0	0	2 000 000

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Etat des immobilisations

Cadre A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement, Recherche et développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL I	4 042	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Constructions sur sol propre et d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL II	0	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL III	0	0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III)	4 042	0	0

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par mise au rebut		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement, Recherche et développement Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL I	0	0	4 042	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Constructions sur sol propre et d'autrui Installations générales, agencements, constructions Installations techniques, matériel et outillages industriels Autres installations, agencements, aménagements Matériel de transport Matériel de bureau, informatique, mobilier Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes TOTAL II	0		0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES Participations évaluées par mise en équivalence Autres participations Autres titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières TOTAL III	0	0	0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III)	0	0	4 042	0

Etat des amortissements

Cadre A	Situation et mouvements de l'exercice			
	Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminut. Sorties/Reprises	Valeur en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement, Recherche et développement Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL I	362	1 347	0	1 709
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Constructions sur sol propre et d'autrui Installations générales, agencements, constructions Installations techniques, matériel et outillages industriels Autres installations, agencements, aménagements Matériel de transport Matériel de bureau, informatique, mobilier Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes TOTAL II	0	0	0	0
TOTAL GENERAL (I+II)	362	1 347	0	1 709

État des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au +	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État et autres collectivités publiques :			
Débiteurs divers	6 025	6 025	
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	6 025	6 025	
Montant des prêts accordés dans d'exercice			
Remboursements des prêts dans d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au +	Plus 1 an 5 ans au +	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 426	2 426		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociales et autres organismes sociaux				
État et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les sociétés				
- Autres impôts, taxes assimilées				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	2 426	2 426		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 426
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir : Néant)	
TOTAL	2 426

Ventilation des recettes

Répartition par secteur d'activité	Montant
Dons	
Quote-part de dotation consommable virée au résultat	
Droits d'auteur	6 025
Produits financiers sur placements	293
TOTAL	6 318

Répartition par marché géographique	Montant
France	6 318
Étranger	
TOTAL	6 318

Impôts sur les revenus mobiliers

Les statuts du fonds prévoient la possibilité de consommer sa dotation en capital. Le Conseil d'administration du fonds de dotation a décidé d'opter pour la consommation des dotations reçues.

En conséquence, les revenus du patrimoine du fonds sont assujettis à l'impôt sur les sociétés des organismes sans but lucratif (article 206-5 du CGI)

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Engagements approuvés au 31 décembre 2012	0
TOTAL	0

Dont concernant :

- les dirigeants
- les filiales
- les participations
- les autres entreprises liées

Dont engagements assortis de sûretés réelles

Engagements reçus	Montant
Engagements de versement de dotations complémentaires	0
TOTAL	0

Dont concernant :

- les dirigeants
- les filiales
- les participations
- les autres entreprises liées

Dont engagements assortis de sûretés réelles

Rémunération des organes de direction

Au titre de l'exercice, les membres du Conseil d'Administration du Fonds de dotation PLANETE SOCIAL n'ont pas perçu de rémunération, ni ne bénéficient d'avantages en nature.

Contributions volontaires

Néant.

Effectif moyen

Néant.

Droit Individuel à la Formation

N/A

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice au titre du contrôle légal des comptes est de 2 990 €.

L'activité du Fonds s'est concentré en 2012 sur la création d'une collection « Planète Social » de thèses et de travaux en partenariat avec le groupe d'Éditions LexisNexis.

Le Comité Scientifique réuni le 22 février 2012 sous la Présidence du Professeur Bernard Teyssié avait confirmé l'intérêt de mener parallèlement la publication de thèses de doctorat et de travaux internes à Planète Social sur des sujets choisis par le Conseil d'Administration et portant sur les enjeux essentiels pour l'avenir et le développement économique et social des entreprises industrielles.

C'est dans cet esprit qu'un contrat cadre a été conclu entre le Fonds Planète Social dénommé « l'auteur » et LexisNexis dénommé « L'éditeur » en mars 2012 aux termes duquel Planète Social, l'auteur confie à l'éditeur, LexisNexis, l'édition et la diffusion par le département « LexisNexis Livres » d'une série d'ouvrages personnalisés issus de travaux du Fonds Planète Social (travaux de réflexions, monographies) et de thèses en droit sélectionnées par celle-ci.

L'objectif de publications envisagé est de 2 à 5 titres annuels toutes publications confondues (thèses, et travaux).

C'est dans ce cadre qu'ont été publiées en 2012 trois thèses soutenues sous la Direction du Professeur Teyssié à l'Université Panthéon Assas (Paris II) après avis favorable des membres du Comité Scientifique et du Conseil d'Administration auxquels une note synthétique de présentation de chacune des thèses est préalablement transmise.

Les sujets de ces thèses portent respectivement sur :

- « Le traitement juridique de la discrimination dans l'entreprise, Réflexions sur un risque » de Vincent Manigot.
- « Contribution à l'étude des dispositifs de la participation financière » de Jean Sébastien Lipski.
- « Les instances internationales de représentation du Personnel » d'Anne-Lise Francis.

Ces trois thèses s'inscrivent bien dans les objectifs du Fonds tant sur les thèmes traités liés à la gestion des ressources humaines (Discrimination, participation et intéressement) que sur une dimension plus internationale des relations sociales dans les grands groupes.





A cet égard la rigueur de l'analyse juridique associée à de nombreuses illustrations des pratiques d'entreprise apportent des références très utiles aux praticiens des entreprises.

Ces premières publications ont connu un beau succès de librairie, la nouvelle collection Planète Social ayant acquis, par ces trois thèses publiées, une visibilité et une notoriété certaines dans le monde des universités et des juristes.

Parallèlement à la création de cette collection avec LexisNexis l'année 2012 a vu la poursuite et l'intensification des échanges et des travaux du groupe constitué sous l'autorité du Professeur Philippe Langlois et portant sur la santé au travail.

Le comité Scientifique du 10 février 2012 avait permis de faire le point sur ces thèmes à aborder en vue d'une publication des travaux dans la collection LexisNexis. Durant toute l'année 2012 le groupe de travail s'est attaché à finaliser la rédaction des 9 chapitres en vue d'une publication.

Ainsi l'obligation de sécurité de résultat, la faute inexcusable, l'inaptitude, la tarification des AT/MP, la prévention, le CHSCT font l'objet d'études durant le premier semestre 2012 et transmises au Professeur Langlois pour relecture.

Parallèlement, une réflexion est conduite avec deux grandes entreprises PSA et Renault au sujet de la prévention des risques en matière d'accidents du travail, maladies professionnelles et de risques psycho sociaux. Des notes de synthèses sont établies en avril et mai 2012.

Dans le même temps, une réflexion est engagée par l'intermédiaire de l'AFNOR sur les démarches de normalisation des process de prévention en matière de santé au travail.

Le 31 août une réunion est organisée dans le cadre de Planète Social avec le groupe entreprises en santé (GES) du Québec avec les responsables de cette ONG, Mmes Pelletier et Poissant de passage à Paris et les représentants qualifiés du groupe SAFRAN, Mme Papin, médecin du travail, et Mr Simonotti, Directeur Hygiène, santé et sécurité du Groupe ainsi que les représentants du pôle Hygiène et sécurité et environnement du GIM.

En septembre et octobre 2013 des rencontres sont organisées avec les responsables québécoises et un support synthétique est établi pour intégration à la publication.

Enfin en septembre, octobre et décembre 2012 des échanges sont organisés entre le groupe de travail et le CISME, fédération patronale interprofessionnelle des services de santé au travail afin d'incorporer à la future publication une note d'analyse et de synthèse sur la mise en œuvre de la loi sur les services de santé au travail et les problématiques posées par

VL



l'organisation de la gouvernance de ces services, la question de l'obligation impossible et les solutions préconisées par la structure patronale.

Le mercredi 19 décembre 2012, le Conseil d'Administration de Planète Social après avoir fait le point sur les travaux en cours, a souligné la qualité de la nouvelle collection Planète Social et a examiné une proposition d'organisation d'un colloque en partenariat avec le journal les Echos. Ce colloque serait l'occasion de communiquer plus largement sur les publications de Planète Social et LexisNexis avec un nombre déjà significatif d'ouvrages publiés et de proposer l'organisation d'une table ronde qui pourrait porter sur la compétitivité de l'industrie et s'intituler « Le social instrument de la compétitivité des entreprises industrielles ».

Le Conseil a approuvé à l'unanimité cette idée en souhaitant que ce colloque puisse être organisé à la rentrée 2013.

Nous avons souligné dans le précédent rapport d'activité la volonté des administrateurs de Planète Social de structurer les actions du Fonds et de les concrétiser dans les deux domaines cardinaux qui ont présidé à sa création :

- D'une part, la promotion des bonnes pratiques sociales pour favoriser le développement des entreprises industrielles en proposant , si nécessaire, des réformes ou des évolutions de notre corpus juridique social.

C'est ce que se propose de faire le groupe santé au travail qui a finalisé une grande partie de la publication envisagée, intitulée « Gérer autrement la santé au travail »

- D'autre part, en partenariat avec l'enseignement supérieur, la promotion de travaux universitaires dans le domaine juridique social notamment. C'est ce que nous avons initié avec succès à travers la création de cette collection Planète Social et la publication en partenariat avec un très grand éditeur juridique LexisNexis de trois thèses de très grande qualité.

Aucun don n'a été reçu par le Fonds en 2012. De même, le Fonds n'a versé aucun montant à des organismes d'intérêt général en 2012.

Le Président

PS : Rappel : Lors de son Conseil d'Administration du 18 juin 2012, où ont été approuvés le rapport d'activité et le rapport financier de l'exercice 2011 ainsi que les comptes 2011 et l'affectation du résultat après présentation du rapport du Commissaire aux Comptes, le Conseil d'Administration a adopté à l'unanimité des présents un règlement intérieur conformément aux dispositions de l'article 13.5° des statuts du fonds « Planète Social ».